

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Décret n° 2000-881 du 12 septembre 2000 modifiant le code des postes et télécommunications et relatif à l'accès à la boucle locale

NOR: ECOI0020290D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code des postes et télécommunications ;

Vu l'avis de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications en date du 12 juillet 2000 ;

Vu l'avis de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 21 juillet 2000 ;

Vu l'avis de la commission consultative des réseaux et services de télécommunications en date du 26 juillet 2000,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le chapitre II du titre I^{er} du livre II de la troisième partie du code des postes et télécommunications est complété par une section 4 ainsi rédigée :

« Section 4

« Accès à la boucle locale

« Article D. 99-23

« Les opérateurs inscrits sur la liste établie en application du 7^o de l'article L. 36-7 sont tenus de répondre, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires, aux demandes raisonnables d'accès à la boucle locale, pour la partie métallique de leur réseau comprise entre le répartiteur principal et le point de terminaison situé dans les locaux de l'abonné, lorsqu'elles émanent des titulaires de l'autorisation prévue à l'article L. 33-1.

« L'accès à la boucle locale se traduit, selon la demande :

- « - soit par la mise à disposition de la partie de réseau précitée (accès totalement dégroupé à la boucle locale) ;
- « - soit par la mise à disposition des fréquences non vocales disponibles sur cette partie du réseau (accès partagé à la boucle locale), l'opérateur mentionné au premier alinéa continuant à fournir le service téléphonique au public.

« L'accès à la boucle locale inclut en outre les prestations associées et notamment la fourniture des informations nécessaires à la mise en œuvre de l'accès à la boucle locale, une offre de colocalisation des équipements et une offre permettant la connexion de ces équipements aux réseaux des demandeurs d'accès.

« En cas de résiliation de l'abonnement au service téléphonique au public de l'opérateur mentionné au premier alinéa, le bénéficiaire de l'accès partagé devient bénéficiaire de l'accès totalement dégroupé.

« L'accès à la boucle locale fait l'objet d'une convention de droit privé qui est communiquée à l'Autorité de régulation des télécommunications dans les dix jours suivant sa conclusion.

« Les informations nécessaires à la mise en œuvre de l'accès à la boucle locale sont fournies aux demandeurs d'accès et les demandes de colocalisation sont traitées par les opérateurs mentionnés au premier alinéa, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires. Les demandeurs d'accès prennent les dispositions nécessaires pour assurer la confidentialité des informations fournies dont la divulgation pourrait porter atteinte à l'intégrité ou à la sécurité du réseau.

« En cas de litige, l'Autorité de régulation des télécommunications peut être saisie et se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 36-8.

« Article D. 99-24

« Les tarifs de l'accès à la boucle locale sont orientés vers les coûts correspondants. Ils sont établis conformément aux principes suivants :

« 1. Les tarifs doivent éviter une discrimination fondée sur la localisation géographique ;

« 2. Les coûts pris en compte doivent être pertinents, c'est-à-dire liés par une forme de causalité, directe ou indirecte, à l'accès à la boucle locale ;

« 3. Les éléments de réseaux sont valorisés à leurs coûts moyens incrémentaux de long terme ;

« 4. Les tarifs pratiqués pour l'accès partagé à la boucle locale ne peuvent être inférieurs à ceux de l'accès totalement dégroupé diminués du montant de l'abonnement au service téléphonique au public ;

« 5. Les tarifs incluent une contribution équitable aux coûts qui sont communs à la fois à l'accès à la boucle locale et aux autres services de l'opérateur ;

« 6. Les tarifs incluent la rémunération normale des capitaux employés pour les investissements utilisés fixée dans les conditions prévues à l'article D. 99-22.

« L'Autorité de régulation des télécommunications établit et rend publique la nomenclature des coûts pertinents. Elle définit et publie la méthode de calcul des coûts moyens incrémentaux de long terme.

« Les opérateurs mentionnés au premier alinéa de l'article D. 99-23 sont tenus de communiquer à l'Autorité de régulation des télécommunications, à sa demande, tout élément d'information lui permettant de vérifier que les tarifs pratiqués sont orientés vers les coûts.

« Article D. 99-25

« Les opérateurs mentionnés au premier alinéa de l'article D. 99-23 sont tenus de publier une offre de référence pour l'accès à la boucle locale, contenant une description des prestations ainsi que des modalités, conditions et prix qui y sont associés.

« Article D. 99-26

« Les dispositions du troisième alinéa de l'article D. 99-6 ainsi que de l'article D. 99-7 sont applicables à l'accès à la boucle locale. »

Art. 2. - Les dispositions de l'article 1^{er} entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2001, à l'exception de celles figurant à l'avant-dernier alinéa de l'article D. 99-23 du code des postes et télécommunications qui seront applicables dès le 1^{er} octobre 2000. En outre, les opérateurs qui, à la date de publication du présent décret, sont inscrits sur la liste établie en application du 7^e de l'article L. 36-7 du code des postes et télécommunications se mettront en conformité avec les dispositions figurant à l'article D. 99-25 du même code avant le 1^{er} décembre 2000.

Art. 3. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le secrétaire d'Etat à l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 septembre 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
LAURENT FABIUS

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,
CHRISTIAN PIERRET

Décret du 6 septembre 2000 abrogeant le décret du 31 août 1989 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations et sur le parcours du faisceau hertzien Ecqueville-Les Mureaux traversant le département des Yvelines

NOR: ECOI0020270D

Par décret en date du 6 septembre 2000, les dispositions du décret du 31 août 1989 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations et sur le parcours du faisceau hertzien Ecqueville-Les Mureaux traversant le département des Yvelines sont abrogées.

Arrêté du 31 juillet 2000 portant organisation des structures de concertation à l'Ecole nationale du cadastre

NOR: ECOP0000655A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 95-379 du 10 avril 1995 modifié fixant le statut particulier des contrôleurs des impôts ;

Vu le décret n° 95-866 du 2 août 1995 modifié fixant le statut particulier des personnels de catégorie A des services déconcentrés de la direction générale des impôts ;

Vu le décret n° 97-8 du 7 janvier 1997 fixant le statut particulier des géomètres du cadastre ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2000 relatif aux établissements de formation rattachés à la direction générale des impôts ;

Vu l'avis du comité technique paritaire central institué auprès du directeur général des impôts en date du 4 juillet 2000 ;

Sur proposition du directeur général des impôts,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Une commission comprenant un nombre égal de représentants de l'administration et du personnel chargé de missions d'enseignement est instituée auprès du directeur de l'Ecole nationale du cadastre. Elle comporte des membres titulaires et un nombre égal de membres suppléants.

Elle est présidée par le directeur, qui désigne les autres représentants de l'administration.

Les représentants du personnel chargé d'enseignement et leurs suppléants sont élus, pour une durée d'un an, au scrutin secret multinominal et majoritaire à deux tours.

Les modalités de désignation des représentants du personnel chargé d'enseignement sont précisées à l'annexe I.

Art. 2. - La commission visée à l'article 1^{er} ci-dessus connaît de tous les problèmes concernant l'emploi et les conditions de travail

des enseignants, notamment la répartition des tâches d'enseignement et la participation à des missions annexes, l'organisation des scolarités et tout sujet à caractère pédagogique.

Elle peut donner son avis sur le fonctionnement et la vie de l'école.

Art. 3. - Le nombre de membres de la commission visée à l'article 1^{er} ci-dessus est fixé comme suit :

Administration : 4 titulaires et 4 suppléants ;

Personnel chargé de missions d'enseignement : 4 titulaires et 4 suppléants.

Art. 4. - Une commission comprenant un nombre égal de représentants de l'administration et des stagiaires est instituée auprès du directeur de l'Ecole nationale du cadastre. Elle comporte des membres titulaires et un nombre égal de membres suppléants.

Elle est présidée par le directeur, qui désigne les autres représentants de l'administration.

Les représentants des stagiaires et leurs suppléants sont élus chaque année au scrutin de liste secret, à un tour, à la représentation proportionnelle avec attribution des mandats à la plus forte moyenne.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Les modalités de désignation des représentants des stagiaires sont précisées à l'annexe II.

Art. 5. - Le nombre de membres de la commission visée à l'article 4 ci-dessus est fixé comme suit :

Administration : 4 titulaires et 4 suppléants ;

Représentants des stagiaires : 4 titulaires et 4 suppléants.

Art. 6. - La commission visée à l'article 4 connaît de tous les problèmes résultant des rapports collectifs entre la direction et les stagiaires.

Elle peut donner également son avis sur l'organisation, le fonctionnement et la vie de l'école.

Art. 7. - Un conseil interne est institué auprès du directeur de l'Ecole nationale du cadastre. Il comprend les représentants élus des personnels chargés de missions d'enseignement au sein de la commission paritaire administration-enseignants prévue à l'article 1^{er} ci-dessus et les représentants élus des stagiaires auprès de la commission paritaire administration-stagiaires prévue à l'article 4 ci-dessus.

Il comporte des membres titulaires et un nombre égal de membres suppléants.

Il est présidé par le directeur, qui désigne les autres représentants de l'administration.

Art. 8. - Sous réserve des attributions des autres organismes institutionnels de concertation, le conseil interne, visé à l'article 7 ci-dessus, est consulté sur :

1^o Les décisions de caractère général relatives au fonctionnement des services d'enseignement ;

2^o L'organisation des études ;

3^o L'application des programmes ;

4^o Les contrôles des connaissances ;

5^o Les techniques pédagogiques.

Il peut donner également son avis ou émettre des vœux sur l'organisation, le fonctionnement et la vie de l'école.

Art. 9. - Le directeur général des impôts peut demander l'avis du conseil interne sur toute question qu'il juge utile.

Art. 10. - Le conseil interne ou la commission administration-stagiaires ainsi que la commission administration-enseignants tiennent au moins trois réunions par an.

Art. 11. - Le président du conseil interne ou des commissions peut convoquer des experts selon les modalités précisées dans le règlement intérieur.

Art. 12. - Des facilités de service sont attribuées sous couvert des conditions prévues à l'article 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.

Art. 13. - Les modalités de fonctionnement des commissions et du conseil interne sont précisées par un règlement intérieur élaboré lors de la première séance.

Art. 14. - Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 juillet 2000.